

TOUS ENSEMBLE POUR LA RECONQUÊTE DES SERVICES PUBLICS !

LE PRÉFET NOUVEAU EST ARRIVÉ

RICHARD VAILLANT, syndicat CGT des retraités de Chaumont

Ça y est, les présentations sont faites. Joseph Zimet, nouveau préfet de Haute-Marne, est arrivé, zone rouge en poche. Façon de montrer qui c'est qu'est l'patron. Non mais ! L'homme n'oublie pas qu'il a été, hier, DIR-COM de Macron ou, pour parler cool comme le Jhm, conseiller en charge des relations avec la presse.

Tour à tour DSKien, hollandiste, sarkozyste, macronien, on a le tournis, le nouveau préfet a également organisé les commémorations du centenaire de 14-18. On lit ici et là qu'il espérait un poste ministériel dans le gouvernement Philippe. Promotion ou placardisation, le voilà simple préfet d'un singulier département en pleine débîne plurielle. Démographique, sociale, écologique et politique. Ici, les terres sont de plus en plus couleur peste brune, même autour de Colombey. Ou radioactives, l'un n'empêchant pas l'autre.

Sa première déclaration à la presse n'est pas piquée des hannetons. D'un regard, le dimanche, avant même d'user la pointeuse de la préfecture, il a saisi ce qui avait conduit le 5-2 en zone interdite. Deux personnes, sans doute amoureuses, peut-être transies, s'embrassent en pleine rue (ou place de l'Hôtel de Ville), deux autres se serrent la main. C'est trop, Il faut arrêter ce foutoir. Un cordon sanitaire autour des écoles, commerces et marchés et, pour les sportifs, vestiaires interdits...

Naturellement, c'est pour nous protéger, nous les vieux, les zainés. C'est plutôt louche, tant de condescendance, surtout au moment où de nombreux experts, ministres, patrons, se croient autorisés à assimiler les retraités à des privilégiés, des nantis, demandant qu'ils soient, au pire taxés et surtaxés, au mieux qu'on revoie leur pension de misère à la baisse.

M. Zimet oublie les 30 000 personnes décédées dans l'effort de « guerre » sanitaire, faute de masques, de tests, de gel. Par l'incurie d'un gouvernement et d'un président dont il était le chargé de com...

Sinon, sur le front de la pandémie, ici, en Haute-Marne, comme la presse locale, nous n'y comprenons pas grand chose. Mais faut-il vraiment chercher à comprendre ? Sauf à être sûr que le pouvoir utilise insidieusement la pandémie à des fins politiciennes : faire peur et museler les mécontentements.

Comme avec les déclarations de l'ARS sur la Réa, on quitte alors le domaine de la com pour celui de la propagande... On nous veut craintifs et à genoux. Mais, peu à peu, la RÉSISTANCE au mépris et à l'autoritarisme s'organise. Bougeons-nous ! *Être inerte, c'est être vaincu*, disait de Gaulle... Bienvenue chez les Haut-Marnais, M. Joseph Zimet.

MARCEL TRILLAT EST PARTI EN REPORTAGE

Marcel Trillat est un OVNI dans le paysage audiovisuel Français. Il a eu le courage de s'intéresser aux invisibles, à celles et ceux qui toujours ne sont représentés qu'en termes négatifs, voire insultants : les ouvriers, les employés, les syndicalistes, les réfugiés, les migrants. Un humanisme accroché à chaque image, un réalisateur d'une intégrité qui forçait le respect et qui espérait, dans ce monde dévasté, en des jours meilleurs. Écoutons-le parler de mai 68, de l'aventure Radio Lorraine Cœur d'Acier et de son parcours d'homme, de journaliste, de militant...



Site le Grand Soir : <https://www.legrandsoir.info/>

Site de l'UCR-CGT : <http://www.ucr.cgt.fr/textelong.php?IDchapitre=1493&IDrubb=81&IDsousrubrique=297>

...et l'hommage de Daniel Mermet sur le site là-bas si j'y suis (en accès libre) : <https://la-bas.org/>

AU SOMMAIRE DU N° 211

PAGE 2 : DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC • HAUTE-MARNE, NE PAS GASPILLER L'EAU... • PEINE DE MORT, L'ÉTERNELLE BARBARIE...

PAGE 3 : DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC : SOS, SAUVONS LA FORÊT • LES PRÉFETS ET LES SERVICES PUBLICS...

PAGE 4 : LE BILLET À B.B. • NOS BRÈVES (L'HÔPITAL, LES AUTOROUTES, BRIDGESTONE, DÉFENDONS LA PRESSE...)

STATISTIQUES...

À propos des chiffres donnés au jour le jour par l'ARS concernant la Covid-19, on ne peut s'empêcher de penser à la citation d'Alfred Sauvy : « *Les statistiques sont des êtres sensibles et délicats qui, soumis à la torture, livrent des avis conformes aux désirs des bourreaux* »

LE SERVICE PUBLIC EN PREMIÈRE LIGNE

Face à la pandémie de Coronavirus une évidence s'est vite imposée : l'importance d'avoir des services publics qui permettent de maintenir la cohésion sociale et l'équilibre des territoires de notre pays.

Malheureusement, nous ne pouvons que constater que nos services publics se portent très mal et l'hôpital (sa Réa, sa chirurgie, etc.) en est un exemple criant. C'est d'ailleurs ce que les professionnels de santé n'ont cessé de dénoncer au cours de ces dernières années par des luttes sans précédent.

Toutes les dernières réformes touchant les services publics, leur gestion et leur fonctionnement, ont consisté à limiter leurs capacités d'actions, leurs moyens et à un transfert massif des activités du secteur public vers le secteur privé. Qu'en sera-t-il avec Palestra ?

Le service public, c'est l'unique moyen de garantir un accès de qualité, pour toutes et tous, aux services relevant de l'éducation et la formation, l'action sociale et la santé, l'emploi décent, la justice et la sécurité, le logement, les transports, l'énergie et l'eau, l'information, la culture et la communication..

Dans notre journal avec le billet de G. Tardenois, nous parlons de l'eau et des forêts et, bien évidemment, nous poursuivons la signature de la pétition Réa tous les samedis sur le marché de Chaumont et bientôt dans les quartiers.

LE JOURNAL DU SYNDICAT CGT



L'ÉTERNELLE BARBARIE...

UN BILLET DE JACK FORMET

La France serait-elle à feu et à sang comme le suggéraient, encore récemment, les titres des grands médias et les images passées en revue et en boucle sur les chaînes de télévision ?

Lorsque toutes les statistiques, policières et judiciaires, mais aussi celles de l'Insee, confirment que les violences sont en régression depuis une décennie et que notre pays compte parmi les plus sûrs d'Europe, il est légitime de se demander à quelles fins nous sommes rassurés ces titres et ces images*. Faire peur ? Dévoiler l'opinion ? Renvoyer aux calendes grecques les demandes sanitaires, sociales et environnementales les plus urgentes ? Diviser et stigmatiser pour mieux régner ? Et posons-nous cette autre question : à qui l'offensive gouvernementale, soutenue par les grands moyens d'information, peut-elle profiter ? Aux salariés, aux retraités ? Allons donc ! Les armes, extrêmement dangereuses, fourbies aujourd'hui par une Macronie en perte de vitesse sont celles qui, demain, se retourneront contre eux. Ce n'est pas par hasard qu'un sondage, tout aussi commandité, soit venu clore, très provisoirement, ces séquences de violences : pour ou contre la peine de mort ? On en frissonne encore.

Oubliée la profession de foi qui alignait ces mots « *Au nom des actes que tu condamnes, tu ne peux faire la même chose...* ». Mise au rancart la voix de Victor Hugo qui alertait ainsi ses concitoyens : « *Les vrais coupables sont la misère et l'ignorance* » ou encore : « *La peine de mort est le signe spécial et éternel de la barbarie* ».

À l'adhésion aux pires idées, aux insoutenables mises à mort là où elles se commettent, tous les artisans de la vie opposent déjà et opposeront plus encore une autre vision de l'avenir : civilisée, profondément humaine et émancipatrice.

*Lire l'article de Elté "ENSAUVAGEMENT" : CES MONSTRES QUI NOUS GOUVERNENT, paru la semaine dernière.



HAUTE-MARNE : NE PAS GASPILLER L'EAU...

Dancevoir, Foulain, Serqueux... La liste des communes où l'eau se fait rare n'en finit pas de s'allonger. Les rivières sont au plus bas dans un département où un fleuve et des dizaines de cours d'eau et leurs affluents prennent leur source.

L'été 2020 a été particulièrement catastrophique et, malheureusement, l'État, si prompt à réprimer tout manquement aux règles sanitaires qu'il a lui-même édictées arbitrairement en ces temps d'épidémie, ne semble pas avoir pris la pleine mesure de la gravité de la situation. C'est d'ailleurs vrai également pour certains élus départementaux ou locaux.

Unitech en est sans doute l'exemple le plus symbolique. Si, par hypothèse, cette entreprise fonctionnait en cette période de sécheresse, le niveau d'eau nécessaire à assurer la dilution des radionucléides et des détergents ne serait plus suffisant aujourd'hui. Or, tout le monde s'accorde à dire que les phénomènes de canicule que nous vivons risquent de se renouveler avec le réchauffement climatique.

Dans le JHM est parue une photo de l'Aujon à Coupray. Plus une goutte d'eau depuis plusieurs mois. Si ce n'est pas une première dans ce village, il faut, là encore, en souligner le caractère exceptionnel quant à la durée. Ce que l'on sait moins, c'est que cette rivière, à son étiage, se perd vers Cour l'Évêque pour resurgir dans le Parc aux Daims. Où est le problème ? Il est dans le fait que le département, avec la complicité de la municipalité de Châteauvillain, veut faire de ce lieu unique (et magique) le futur Animal Explora, un parc d'attraction qui, comme tous les parcs de ce type, va être grand consommateur (ou gaspilleur) d'eau. Ainsi, en aval, le cours de l'Aujon risque fort de ressembler à celui de l'amont (voir notre photo). Il serait grand temps que le département change son fusil d'épaule... L'eau est un bien précieux. Elle doit être gérée par le service public. **R.V.**



L'Aujon entre Cour-l'Évêque et Châteauvillain...

SOS : FORÊT EN DANGER !

LA FORÊT COMMENCE À MOURIR ! C'est le cri d'alarme, de dépit et de colère lancé devant la préfecture de Haute-Marne par les personnels de l'ONF rassemblés à l'appel de leurs syndicats. Depuis des décennies, l'État se désengage de ses responsabilités dans l'entretien des forêts. Les effectifs salariés de l'Office sont en baisse continue, la rentabilité financière est devenue la règle d'or. On en connaît les résultats : l'Office est au bord de l'asphyxie financière, son endettement avoisine les 500 millions d'euros, les prédateurs la guettent au coin du bois.

Cette quasi faillite voulue par l'État oblige l'ONF à se tourner vers le privé, entreprises ou banques qui figurent, pour certaines d'entre-elles, parmi les plus gros pollueurs de la planète. Un financement-sponsoring-lobbying pas désintéressé du tout., Aujourd'hui, l'Office compte plus d'une quarantaine de mécènes parmi lesquels Peugeot PSA, AXA, la Fédération française du bâtiment, les banques HSBC et Société générale, le sirop Teisseire ou encore Ikea*. Ils « défendent » le grand et beau principe de la « lutte contre le changement climatique et de sensibilisation à la protection des forêts et de leur biodiversité ». En fait, un beau dérivatif. Ikéa plante quelques arbres ici et, dans le même temps, l'entreprise participe à la déforestation de la planète. Idem pour Total qui pense ainsi faire oublier la bio-raffinerie à base d'huile de palme qu'elle veut construire près de Marseille. L'arbre qui cache la forêt en quelque sorte !

C'est cette même politique décidée au plan mondial par les multinationales qui a présidé à la création des parcs nationaux. La situation actuelle corrobore grandement les déclarations que nous avons faites. Les Parcs nationaux participent à la politique de mise sous cloche de nos forêts. Quand certains rêvaient touristes, petits oiseaux, nous avons parlé de privatisation de nos forêts par l'État, d'achat d'équivalent-carbone, des difficultés que rencontraient les personnels...

Cet été sec et chaud devrait conduire à repenser la gestion de nos forêts, le rôle essentiel que doit y jouer l'ONF et ses salariés. La forêt, elle aussi, manque d'eau, elle a besoin, plus que jamais, d'être entretenue par un personnel hautement qualifié ayant les moyens nécessaires pour sauver toutes les essences menacées par le réchauffement climatique. Les agents de l'Office, en manifestant devant la préfecture, viennent utilement de nous le rappeler. Ils nous rappellent aussi que ce combat doit être celui de toute la population...

La Haute-Marne est une belle terre d'eau et de forêts, mais comme le rappelait Françoise Degert** : *il y a urgence à ne pas laisser la nature aux mains du monde des affaires.*

* Site Reporterre : <https://reporterre.net/L-Office-national-des-forets-demande-l-aumone-aupres-de-multinationales-polluantes>

**<https://blogs.mediapart.fr/francoise-degert/blog>



SERVICES PUBLICS ET PRÉFET(E)S

UN CLOU CHASSE L'AUTRE, DIT-ON, MAIS...

Ce n'est ni la première ni la dernière fois, mais de la valse, pour ne pas dire la rumba de la préfectorale, il n'y a rien, mais vraiment rien de bien à espérer. L'une part laissant, faute de mieux, un message bien léché, fait de belles phrases au service de « bons sentiments ». Appeler la population du 5-2 à s'opposer, par le « dépassement » aux maux de toutes sortes qui l'accablent, ne saurait faire oublier que ce sont les gouvernements successifs dont tout préfet est le fervent et fidèle serviteur qui en portent, pour l'essentiel, la responsabilité. Pour utiliser ici un mot redevenu très mode, culpabiliser le citoyen lambda renvoyé à sa responsabilité individuelle par un Etat qui n'a pas pu (ou voulu ?) assumer la sienne du début de la pandémie à ce jour.

De celui qui arrive avec un rouge qui est tout sauf glamour, il est question par ailleurs. De celle qui est partie, oublions l'utilisation des citations, de La Boétie au Général Mangin, grand colonisateur avant d'être artisan de la « victoire » en 1918. Deux mondes. Retenons cependant le dernier envoi de ses adieux : *servir...le bien public* ».

Nous, syndicalistes, y sommes attachés. Si l'expression formulée ne s'y limite pas, la défense du service public en est le cœur. Partout. Mais dans ce département aux affres multiples, sa défense et sa reconquête sont vitales. Et pas seulement par de belles phrases, mais dans les actes*. La « spirale mortifère » à combattre est connue et d'une efficacité redoutable : « pour raison le plus souvent budgétaire et votre peu de population, nous (Etat, préfet, ARS, et autres entités adéquates) réduisons ou supprimons tel service ». Et les exemples sont légion depuis le temps lointain où Chaumont était nœud routier ET ferroviaire. Une débauche de réductions au minima, quand ce n'est pas à rien. Un massacre à la RGPP (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite) au temps béni de l'hyper élitiste Chatel qui y a ajouté la purge d'employés municipaux. La lutte engagée pour le large rassemblement autour de la réouverture de la Réa à l'Hôpital de Chaumont est un symbole déclinable en d'autres domaines : SNCF/Gares, Finances/trésoreries/perceptions, la Poste en cours de financiarisation, etc. « Servir ? Utilement, oui ! ». Par des mots mis en actes : ne lâchons rien !

G. TARDENOIS

* Quand les mots ne peuvent plus dire ce que ressent le cœur, il y a les actes. Victor Hugo

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Chaque semaine, vous lisez avec intérêt le Journal des retraités de Chaumont.

Aidez vous aussi à sa diffusion en versant à la souscription.

Nom : Prénom :

Verse :euros

REMETTRE À UN MILITANT DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

LE BILLET À BB RÉFUGIÉ REFUSÉ



"Ici je suis un Noir avant d'être un individu"
(Mamadou Mahmoud N'Dongo)

Aux hasards du temps qui passe, j'aime à rencontrer de belles personnes qui œuvrent dans des associations, dont l'une ordinairement qualifiée de "caritative". Caritative veut dire relative à la charité... Pouah ! Je veux encore bien accepter "aide à la personne", charité sûrement pas, mais passons. J'y côtoie depuis des mois un migrant, un de ces réfugiés pouilleux venus bouffer le bon pain des Français. Là, du coup, un pain noir, noir comme sa peau à lui, lui qui n'a de blanc que le fond de ses yeux posés sur notre société "charitable". Pour moi, depuis plus d'un an, ce n'est pas une personne accueillie avec commisération, mais un collègue qui fait plus que sa part de boulot, avec abnégation et grande application. Au début de la lèpre nouvelle venue confiner un monde désemparé, il a été présent, sans protection ni autre souci que de se rendre utile malgré les dangers. Pour les besoins de ce billet, j'aurais pu l'appeler Ahmed, Mensur ou Kazem. Non ! Je n'enlèverai pas son nom à mon ami Mamadou, un sans-papier, un sans rien du tout en fait, un demandeur d'asile disparaissant déjà trop facilement de tous les registres validant une identité.

Au temps d'avant, les proscrits cherchaient asile dans les églises pour survivre, quand la mansuétude de nos nantis leur accordait des indulgences miséricordieuses. Aujourd'hui, on ne croit plus en rien, alors on verrouille les portes, on réglemente avec application, on instrumentalise le droit d'être ou ne pas être. Oui, cet homme, homme comme moi, avec des qualités que je n'ai pas, ayant seul tort de venir d'ailleurs, est en quête d'un refuge pour exister. À l'apprécier chaque jour un peu plus, j'ai appris son histoire et j'ai la rage. Car on va le renvoyer se faire tuer dans un endroit qu'il a fui pour ne pas mourir !

C'est que Mamadou n'a pas assez souffert, il n'a pas assez de cicatrices sur le dos, pas assez de plaies purulentes dans la tête, il ne hurle pas assez fort dans ses cauchemars.

Alors il va retourner dans son camp de misère comme revenaient dans leurs tranchées nos poilus en 1916, au bout d'une baïonnette, certains d'y rester pour de bon cette fois...

Une seule fois, essayez de lire sans frémir les courriers menaçants qu'"on" vous adresse en bonne conscience pour signifier votre expulsion. Moi ça me fait vomir.

S'il est une chose que le masque covidesque devrait dissimuler, c'est le rouge de notre HONTE à tous.

BERNARD BLUM - 24 septembre 2020

CHAUMONT : L'HÔPITAL DANS L'ŒIL DU CYCLONE (ENCORE)

Des masques, des masques, des masques, c'est ainsi que le Jhm a résumé la déclaration du préfet Joseph Zimet à propos de la crise sanitaire. Péremptoire, tranchant, autoritaire. Comme, *en même temps*, il admet ne pas connaître la Haute-Marne, peut-être n'avait-il pas pris connaissance du taux d'incidence de 13,6 le jour de son arrivée, largement en dessous du seuil d'alerte de 50 nouveaux cas pour 100 000 habitants. C'est même le taux le plus bas du Grand Est !

Dans ce même point de presse, il déclare, pour justifier ces mesures drastiques et totalement déconnectées de la réalité, que *nos capacités sont extrêmement limitées à l'hôpital*. Sans doute n'a-t-il pas eu le temps de discuter avec l'ARS ni avec le GCS Pôle santé sud haut-marnais qui nous assurent que tout va bien et qu'on n'a pas besoin de Réa ! Eux non plus ne connaissent ni Chaumont, ni la Haute-Marne... Si nos capacités sont extrêmement limitées à l'hôpital, le préfet pourrait utilement s'intéresser au plan dit « de performance » qui prévoit d'y supprimer 150 emplois. Et demander à l'Agence Régionale de Santé pourquoi elle refuse de communiquer sur ce plan.

ENSEMBLE, DÉFENDONS LA LIBERTÉ

« Ensemble, défendons la liberté » : c'est l'appel inédit d'une centaine de médias français dont le JHM. Le jour de publication (23/09), invité opportun sur France inter, le très libéral G. Darmanin évoque un malentendu avec les journalistes : *"Ils ont le droit de rester dans tous les attroupements. Je suis très attaché à la liberté de manifester, et à la liberté d'expression"*.

Pour résoudre ce malentendu, il suffirait pourtant de revenir sur ce qui est écrit dans le nouveau schéma du maintien de l'ordre concernant les journalistes. Et ainsi redonner la simple liberté d'exercice de leur métier. On en parle ?

LE FIGARO VIRE-T-IL SA CUTI ?

À l'instar de Libé ou du Monde qui traquent la fausse nouvelle, le Figaro a instauré une rubrique intitulée « Vérification ». Et voilà-t-il pas que mercredi 23, il prend son lectorat à contre-pied à propos de Bridgestone, société qui ne s'embarrasse pas de demi-mesures en claquant la porte sans ménagement à ses 700 salariés.

N'en revenant sans doute pas lui-même, il a dû admettre et publier : « Le député PCF [Fabien Roussel](#) a raison : [#Bridgestone](#) a bénéficié d'une subvention européenne de 24 millions d'€ en 2013 pour son usine en Pologne. Le groupe a investi en Pologne et en Hongrie au détriment de [#Bétabune](#) (concurrence intra-UE). » Sans compter que le groupe a empoché 1,8 million d'euros au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en 2018 ainsi qu'en 2019.

AS-TU VERSÉ TON DIVIDENDE AUX AUTOROUTES ?

L'État serait ou est mauvais gestionnaire (contrairement, bien sur, au privé). En réalité la question est : pour qui gère-t-il bien et pour qui mal ? Exemple : les Autoroutes. Là, l'État organise sa propre spoliation pour le plus grand bien des grands groupes du BTP.

Un rapport publié vendredi 18 par le Sénat estime que la privatisation des autoroutes réalisée en 2006 a fait perdre 7,8 milliards d'euros de recettes potentielles. Pendant ce temps, ces mêmes groupes ont distribué 24 Milliards de dividendes via ce que l'automobiliste banque à chaque passage. Et c'est pas fini... ! Le Canard ou le Monde-diplo en font leur choux-gras.

À retrouver sur notre site facebook. <https://www.facebook.com/SYNDICAT.CGT.RETRAITES.CHAUMONT/>

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

À RENVoyer : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Téléphone :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78